

Brochure n° 3130

Convention collective nationale

**IDCC : 1607. – INDUSTRIES DES JEUX, JOUETS,
ARTICLES DE FÊTES ET ORNEMENTS DE NOËL,
ARTICLES DE PUÉRICULTURE ET VOITURES D'ENFANTS,
MODÉLISME ET INDUSTRIES CONNEXES**

**AVENANT N° 52 DU 4 JUILLET 2011
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : ASET1151055M

IDCC : 1607

PRÉAMBULE

Dans un contexte économique en évolution constante, les partenaires sociaux soulignent l'importance que représente la formation professionnelle pour les salariés et les entreprises. Ils souhaitent poursuivre l'accompagnement des différentes actions de formation qui sont mises en place et sont conscients de la nécessité renforcée dudit accompagnement pour un secteur essentiellement constitué de petites et moyennes entreprises.

De plus, suite aux conclusions de l'observatoire des métiers qui ont mis en évidence des éléments comme la pyramide des âges et ont permis d'identifier les métiers sensibles, les partenaires sociaux soulignent la nécessité d'accentuer le recours à tous les dispositifs légaux et conventionnels en matière de formation professionnelle. Pour ce faire, ils estiment nécessaire d'actualiser certaines dispositions de l'avenant 23 du 9 novembre 2004.

Article 1^{er}

Désignation de l'organisme paritaire collecteur agréé

Le terme OPCIB est remplacé par OPCA, sachant que le choix de l'OPCA désigné est précisé par un accord paritaire.

Article 2

Collecte des fonds de la formation

Celle-ci doit être réalisée au plan national par l'OPCA.

Article 3

Délégation

Afin de favoriser le développement du service de proximité, des conventions peuvent être mises en place avec tout ou partie des structures régionales de l'OPCA, la collecte et la gestion des fonds de formation étant nationale et assurée par la structure nationale délégataire de l'OPCA.

Article 4

Mandat de gestion

Les objectifs et axes de ces derniers sont fixés par les partenaires sociaux signataires des accords de branche formation inclus dans la présente convention collective.

Article 5

Durée et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Article 6

Dépôt

Il sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes, conformément aux dispositions du code du travail.

Il est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Paris, le 4 juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FJP.

Syndicats de salariés :

FCMTM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FG FO ;

CSFV CFTC.